

On révèle un réseau de Macri pour espionner des citoyens par son affiliation politique.

Image not found or type unknown



Buenos Aires, 22 avril, (RHC) La Commission Bicamérale pour la supervision et le contrôle des Organismes de l'Intelligence argentine a publié sur son site web du Parlement un rapport qui révèle « un plan systématique créé dans les plus hautes sphères du gouvernement de Mauricio Macri pour espionner des citoyens argentins de par son affiliation politique.

Les députés Leopoldo Moreau, Eduardo Valdés et Blanca Osunal, et le sénateur Oscar Parrilli ont présenté cette journée en conférence de presse les résultats du rapport officiel.

“Durant le gouvernement de Macri entre 2015 et 2019 on a utilisé le pouvoir de l'État pour mettre en place un plan systématique d'espionnage politique illégal comme méthode de domination et d'extorsion, dans le style le plus pur des pratiques de la maffia », a confirmé Leopoldo Moreau, président de l'étude, publié

sur le site officiel de l'entité législative.

Le député a signalé en plus que cet « État parallèle, clandestin et secret » d'espionnage a été dessiné avec préméditation et malice et avec le concours des médias de communication hégémoniques et le pouvoir judiciaire » et il a subjugué des centaines de citoyens.

Seulement au cours de la première année du gouvernement de Macri, il y a eu environ 170 organisations politiques, sociales et syndicales illégalement espionnées ; au moins 307 victimes directes confirmées ; 43 interventions des services d'intelligence en causes pénales » a souligné le rapport officiel.

Le rapport considère également dans ses conclusions que l'objectif de l'extorsion politique et économique était clair : briser les victimes sélectionnées sur le plan émotionnel, économique et politique.

Il s'agissait de faire des allégations, de les diffuser dans les médias de communication et de les répéter jusqu'à l'épuisement, en créant ainsi un climat de haine, de rancune et de revanche qui justifie l'intervention judiciaire sans prendre en compte les preuves ni les procédures correctes, ni le reste des garanties constitutionnelles » a expliqué Moreau.

La direction de cette opération d'espionnage était dans les mains de l'ancien président argentin, Mauricio Macri, qui décidait en réunions sur le sort des personnes espionnées par des cellules créées à ces effets.

Étant donné que le rapport affirme avoir trouvé des liens systématiques et organiques de ces cellules avec des secteurs du pouvoir judiciaire, l'une des recommandations à la Chambre des Sénateurs et à la Chambre des Députés du Congrès National a été la création de cette Commission Bicamérale pour mener une enquête sur cette affaire.

On demande que cette commission examine de manière spécifique les liens et les conduites qu'un groupe de juges, de procureurs, de magistrats et de membres du tribunal ont déviés des normes constitutionnelles, en affectant l'État de droits dans ses aspects les plus essentiels tels que la vie publique et privée des citoyens, le principe de l'innocence, l'application régulière de la loi, et la défense dans les procès »

Parmi les victimes de ce réseau d'espionnage, mentionnées en conférence de presse ce mardi, figuraient l'Institut Patria, le sous-marin ARA San Juan, le Service Pénitencier, Pablo Barreiro, Fariña Etchegaray, l'entreprise Brusa Dovat-PDVSA, José Luis Vila ; Pedro Etchebest; des dirigeants politiques du Nord argentin; l'entreprise de gaz naturel liquéfié- GNL, et l'ancienne présidente Cristina Fernández de Kirchner.

Source Telesur

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/254857-on-revele-un-reseau-de-macri-pour-espionner-des-citoyens-par-son-affiliation-politique>



Radio Habana Cuba